



**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE RELATIVE A  
L'ACCOMPAGNEMENT DE LA CONDUITE DU CHANGEMENT  
DANS LE CADRE DU PROJET DE TRANSFORMATION DU SIEGE  
DE LA CCI SEINE-ET-MARNE SITUE A SERRIS**

**MARCHE N° 2024/MAPA/08**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**C.C.P**

Le présent document comprend 34 pages.

## Table des matières

ARTICLE 1 – MAITRE D’OUVRAGE .....	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 – FORME .....	3
ARTICLE 4 – TRANCHES .....	3
ARTICLE 5 – DUREE - RECONDUCTION .....	4
ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE ...	5
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE, D’IMPARTIALITE ET DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	6
ARTICLE 9 – DESCRIPTION DES MISSIONS .....	7
ARTICLE 10 – VARIANTES .....	16
ARTICLE 11 – DELAIS D’EXECUTION .....	17
ARTICLE 12 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION .....	18
ARTICLE 13 – LIEUX D’EXECUTION .....	18
ARTICLE 14 – IDENTIFICATION DU PERSONNEL INTERVENANT DANS LA CONDUITE DES PRESTATIONS.....	18
ARTICLE 15 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 16 – ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	20
ARTICLE 17 – UTILISATION DES RESULTATS .....	20
ARTICLE 18 – PRIX .....	20
ARTICLE 19 – AVANCE.....	22
ARTICLE 20 – REGLEMENT .....	22
ARTICLE 21 – ASSURANCE – RESPONSABILITE .....	24
ARTICLE 22 – PENALITES .....	25
ARTICLE 23 – FORCE MAJEURE .....	26
ARTICLE 24 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	26
ARTICLE 25 – RESILIATION .....	27
ARTICLE 26 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	27
ARTICLE 27 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.....	28
ARTICLE 28 – DIFFERENDS .....	28
ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES .....	29
ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	

## **ARTICLE 1 – MAITRE D’OUVRAGE**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE SEINE-ET-MARNE

(Ci-après dénommée la « CCI de Seine-et-Marne »)

1 avenue Johannes Gutenberg – Serris

CS 70045 77776 Marne-la-Vallée cedex 4

Représentée par M. Jean-Charles HERRENSCHMIDT, Président

## **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet les prestations d’accompagnement de la conduite du changement dans le cadre du projet de transformation du siège de la CCI de Seine-et-Marne, situé à Serris.

Lors de la notification du marché, la CCI de Seine-et-Marne communique au titulaire les coordonnées du service référent chargé du suivi de l’exécution des prestations.

## **ARTICLE 3 – FORME**

Le présent marché comprend, d’une part, un marché ordinaire et, d’autre part, un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-2 alinéa 2, R2162-4 à R2162-6, R2162-13 et R2123-14 du code de la commande publique. Il est ainsi constitué :

- D’une partie à prix global et forfaitaire correspondant aux prestations d’accompagnement de la conduite du changement dans le cadre du projet de transformation du siège de la CCI Seine-et-Marne, situé à Serris, conclue en application de l’annexe 2 à l’acte d’engagement – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- D’une partie correspondant à des prestations complémentaires, traitée sur la base des prix unitaires en application de l’annexe 3 à l’acte d’engagement – Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) et dont l’exécution est fractionnée par l’émission de bons de commande selon la survenance des besoins (accord-cadre).

Concernant les prestations complémentaires exécutées par l’émission de bons de commande, l’accord-cadre est mono-attributaire et conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 30 000 euros HT pour la durée totale du marché.

Les prestations complémentaires sont réalisées à la demande expresse de la CCI de Seine-et-Marne, sur notification d’un bon de commande. Chaque bon de commande précise l’étendue des besoins et les domaines sur lesquels ils portent.

## **ARTICLE 4 – TRANCHES**

Le présent marché est décomposé comme suit en application des articles R2113- 4 à R2113-6 du code de la commande publique.

TRANCHES	DESIGNATION
Tranche ferme	Accompagnement pour l'adhésion des collaborateurs au projet
Tranche optionnelle 1	Assistance pour la mise en place du projet d'établissement
Tranche optionnelle 2	Accompagnement pour l'installation dans les locaux
Tranche optionnelle 3	Mise en place d'une communication autour du projet de transformation du siège de la CCI Seine-et-Marne

La CCI de Seine-et-Marne n'est engagée que sur la tranche ferme.

Chaque tranche optionnelle est affermée par ordre de service.

La décision d'affermissement d'une tranche optionnelle est notifiée par la CCI de Seine-et-Marne avant la fin du délai d'exécution du marché. Cette décision unilatérale ne peut comporter d'éléments nouveaux venant modifier le marché.

En cas d'affermissement, le titulaire est tenu d'exécuter la (les) tranche(s) optionnelle(s) selon les conditions définies dans le marché.

En cas d'absence d'affermissement, le titulaire est dégagé de toute obligation quant à la tranche optionnelle concernée et il ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

## ARTICLE 5 – DUREE - RECONDUCTION

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée de 36 mois.

A titre indicatif, le démarrage des prestations est prévu pour décembre 2024.

Le marché peut être reconduit tacitement une fois pour une durée de 12 mois, sauf décision contraire notifiée par la CCI de Seine-et-Marne deux mois au plus tard avant son échéance.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Le marché est reconduit sous réserve que le titulaire fournisse les documents et attestations exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Les documents et attestations sont transmis dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande adressée par la plate-forme mise à disposition par la CCI de Seine-et-Marne (e-attestations).

## **ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles, le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous dont seul l'exemplaire conservé par le maître d'ouvrage fait foi. Leurs stipulations s'appliquent de manière cumulative et, en cas de contradiction entre elles, prévalent selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

### a) Documents particuliers

1. L'acte d'engagement daté et signé par le représentant habilité de chaque partie (incluant l'annexe 1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement », son annexe 2 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) et son annexe 3 – Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) ;
3. Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, actes modificatifs, ordres de service postérieurs à la notification du marché ;
4. Les bons de commandes émis ultérieurement au titre de l'exécution du marché ;
5. L'offre technique des dispositions prises par le titulaire pour l'exécution des prestations, lorsque celles-ci ne sont pas contraires aux précédents documents ;

### b) Document général

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/PI), dans sa dernière version en vigueur et lorsqu'il n'y est pas fait expressément dérogation par les documents particuliers. Ce document non joint au présent marché est réputé être connu par le titulaire.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus formalise l'intégralité des obligations des parties.

Ces dispositions prévalent sur les documents échangés entre la CCI de Seine-et-Marne et le titulaire préalablement à la signature du marché.

En particulier, sauf accord express de la CCI de Seine-et-Marne, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire n'a de valeur contractuelle, telles que (non exhaustif) : conditions d'achat et de vente, mentions figurant sur les factures, etc.

## **ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE**

Le titulaire notifie sans délai à la CCI de Seine-et-Marne toute modification survenant au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse (siège social ou adresse de facturation) ;
- A ses coordonnées bancaires ;

- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant ;
- Toute modification de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur l'exécution du marché.

#### Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé

- **Le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents et attestations exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).**
- Les documents et attestations doivent être déposés par le titulaire sur la plate-forme mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>
- Sous peine de résiliation, les documents et attestations sont déposés dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la demande de la CCI de Seine-et-Marne.

### **ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE, D'IMPARTIALITE ET DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG/PI.

Le titulaire est tenu au secret professionnel concernant tout document ou information, sous toute forme, dont il a connaissance au cours de sa mission. Il s'interdit strictement d'utiliser tout document ou information qui lui est confié à d'autres fins que celles prévues par le présent marché.

Aussi, la remise de documents à des tiers est strictement interdite sans l'accord préalable de la CCI de Seine-et-Marne.

Le titulaire doit informer ses éventuels sous-traitants de l'obligation de confidentialité découlant des dispositions précitées. En cas de manquement par le titulaire ou un sous-traitant, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG/PI.

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires afin de prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective de la mission, ceci valant notamment dans le cas où sont attendues de sa part des prestations de conseil et/ou d'assistance. Il prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels, toute mesure utile pour éviter que :

- Des situations de conflit entre les missions confiées au titre du présent marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions ;
- Ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

En cas de conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu d'informer la CCI de Seine-et-Marne, sans délai et par écrit, de l'existence dudit conflit et de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

Les dispositions en matière de traitement et de protection des données à caractère personnel sont précisées en annexe du présent C.C.P.

## **ARTICLE 9 – DESCRIPTION DES MISSIONS**

### **9.1. – CONTEXTE ET ATTENDUS**

#### **9.1.1 Contexte**

1) La CCI de Seine-et-Marne est un établissement public à caractère administratif dont le président est élu pour un mandat de 5 ans renouvelable. Il préside l'Assemblée générale des élus et le Bureau dont il anime les travaux et conduit la politique. Le Directeur général accompagne les élus dans leurs missions et gère les services de la CCI avec le soutien de son Codir. La CCI de Seine-et-Marne rassemble 240 collaborateurs.

2) La CCI de Seine-et-Marne a établi son siège à Serris, en tant que locataire depuis 2011 puis en tant que propriétaire depuis 2014, en bordure de l'autoroute A4 Paris-Reims-Strasbourg et à l'entrée du futur parc d'entreprises de la communauté d'agglomération du Val d'Europe.

3) Le siège de la CCI de Seine-et-Marne n'est plus adapté aux besoins de la chambre qui souhaite proposer plus de services aux entreprises. La CCI de Seine-et-Marne doit également optimiser les espaces pour permettre de louer une partie des locaux afin d'adapter son modèle économique.

4) Le siège de la CCI de Seine-et-Marne est soumis à la réglementation dite décret tertiaire qui oblige les bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m<sup>2</sup> à réduire leurs consommations d'énergie de 40% en 2030, 50% en 2040 et 60% en 2050. Cette obligation réglementaire nécessite la réalisation de travaux sur l'enveloppe et les équipements du siège.

5) La CCI de Seine-et-Marne souhaite mener un projet de transformation de son siège en « maison des entreprises » avec la création d'espaces dédiés aux services, d'espaces collaborateurs et d'espaces loués à des acteurs externes. Ce projet fait appel à plusieurs prestataires dont un programmiste et un groupement de maîtrise d'œuvre qui sera sélectionné en 2025.

Le projet de transformation sera suivi en interne par une équipe projet composée à minima d'une secrétaire générale, d'une responsable immobilier, d'une responsable hospitalité auxquels s'ajouteront plusieurs responsables de direction fonctionnelle et des experts internes.

#### **9.1.2 Calendrier de l'opération de transformation du siège**

Le calendrier prévisionnel de l'opération de transformation du siège de la CCI de Seine-et-Marne est le suivant :

- Passation du marché de maîtrise d'œuvre : 1<sup>er</sup> semestre 2025 ;
- Etudes de maîtrise d'œuvre : juillet 2025 à mars 2026 ;
- Permis de construire : 1<sup>er</sup> semestre 2026 ;
- Passation des marchés de travaux : 2<sup>ème</sup> trimestre 2026 ;

- Travaux : 2<sup>ème</sup> semestre 2026 à 1<sup>er</sup> semestre 2027.

### **9.1.3 Attendus de la mission**

La transformation de son siège est une opportunité pour la CCI de Seine-et-Marne d'améliorer les conditions de travail des collaborateurs. Elle souhaite allier cette contrainte d'optimisation des locaux avec celle d'adaptation des espaces des collaborateurs aux nouvelles pratiques de travail :

- Repenser les espaces bureaux et la manière de travailler s'impose aujourd'hui : les besoins et équipes évoluent régulièrement ;
- Evoluer vers une culture de travail dynamique qui favorise la collaboration, l'innovation et l'adaptabilité. Dans ce nouveau contexte de travail, le bureau n'est plus seulement un espace de travail mais aussi un espace de rencontre, d'échanges et de socialisation ;
- Repenser le siège s'inscrit en outre dans la démarche ci-dessus exposée d'optimisation du foncier de la CCI et de respect des surfaces de bureau édictées par l'Etat pour ses bâtiments et ceux de certains établissements publics.

La CCI de Seine-et-Marne souhaite développer de nouveaux espaces orientés sur le partage des postes de travail et l'adaptation du mobilier à la diversité des activités quotidiennes, en proposant des solutions pour l'ensemble des problématiques et fonctions/usages rencontrées lors d'un travail de bureau.

L'évolution des pratiques et la multiplicité des déplacements hors site imposent de revoir les principes d'affectation individuelle de bureaux et d'offrir les meilleures conditions d'accueil possibles aux collaborateurs.

La CCI de Seine-et-Marne ne souhaite pas la création d'open space basiques ou de flex office standard, mais recherche plutôt des concepts d'offre de travail adaptée à chaque activité, permettant aux collaborateurs de disposer de plusieurs types de postes de travail et de choisir le plus adapté en fonction de la tâche à effectuer.

La CCI de Seine-et-Marne souhaite positionner l'utilisateur au cœur du projet de transformation du siège.

Il est attendu du titulaire du présent marché un accompagnement de la CCI de Seine-et-Marne dans la conduite du changement, principalement auprès des collaborateurs du siège, mais également auprès de la direction générale et les élus. Les utilisateurs doivent être mobilisés aussi bien en amont, pour l'écoute des besoins et des usages, que pendant la phase de conception et de travaux.

Participant impliqué dans l'animation des groupes, l'utilisateur est pris en compte à deux niveaux :

- Ecouter les utilisateurs pour adapter le projet aux activités des postes de travail, vers une culture de partage de bureau en lien avec les évolutions en cours ;
- Accompagner les usagers au changement sur leurs nouveaux modes de travail, les espaces et leurs usages.



## **9.2. – USAGERS CONCERNES PAR LA DEMARCHE DE CONDUITE DU CHANGEMENT**

Le siège de la CCI de Seine et Marne accueille environ 100 collaborateurs issus de 5 directions différentes, avec des taux de présence variable.

Par ailleurs, la CCI de Seine-et-Marne est représentée par 54 membres élus dont 14 sont membres du bureau de la CCI.

## **9.3. – TRANCHE FERME – ACCOMPAGNEMENT POUR L'ADHESION DES COLLABORATEURS AU PROJET**

### **MISSION 1 : Cadrage du contexte et définition du mode opératoire de l'étude**

Cadrer le projet, les ambitions de concertation et le mode opératoire de l'intervention d'accompagnement de la conduite du changement

La CCI de Seine-et-Marne dispose d'instances locales du personnel (ILP) depuis peu et souhaite informer régulièrement cette instance de l'avancement du projet. Un comité social et économique (CSE) est également actif au niveau de la CCI Paris Ile-de-France, employeur du personnel de la CCI de Seine-et-Marne.

Il est attendu de l'assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO), sur la base des éléments qui seront fournis par la CCI et d'éventuels entretiens :

- Une analyse des contours du projet de conduite du changement avec l'équipe projet et la direction générale ;
- Une définition des attentes majeures autour du projet, enjeux sociaux, humains et calendaires ;
- Une définition des démarches à mener au cours du projet (participative, descendante, ...) ;
- Une première sensibilisation des collaborateurs sur les nouveaux espaces de travail pour désamorcer les craintes des collaborateurs et leur expliquer la démarche de concertation (nombre et format des réunions à définir). Cette sensibilisation pourra permettre aux collaborateurs d'échanger sur leurs craintes liées aux changements attendus (problèmes de bruit, de concentration, de confidentialité, ...) ;
- La mobilisation des collaborateurs volontaires qui pourraient coanimer certaines réunions et devenir ensuite des ambassadeurs du projet

Il est également attendu de l'AMO un accompagnement de la direction générale et des élus de la CCI de Seine-et-Marne concernant les éléments de langage à adopter autour du projet, et notamment sur la modification des espaces dédiés aux collaborateurs.

#### Livrables :

- Une note au format Word rédigée par l'AMO intégrant les attendus ci-dessus (maximum 10 pages) ;

- Une note d'aide à l'attention de la direction générale et des élus présentant les éléments de langage à adopter dans le cadre de la conduite du changement à l'attention des collaborateurs ;
- Une présentation synthétique au format PPT exposant les principaux éléments détaillés dans la note ci-dessus ;
- Les supports de sensibilisation à destination des collaborateurs au format PPT

## **MISSION 2 : Mise en place et réalisation de visites de sites avec les collaborateurs**

Amorcer la conduite du changement en faisant découvrir aux collaborateurs des réalisations en flex office et des espaces de travail collaboratifs

Les espaces des collaborateurs de la CCI de Seine-et-Marne sont actuellement composés en majorité de bureaux fermés pour 1 à 2 personnes, ainsi que de quelques bureaux en open-space mais qui sont rarement occupés pleinement.

Les collaborateurs télétravaillent en moyenne 1 à 2 jours par semaine.

Les pratiques de travail varient selon les services et certains services sont considérés comme plus nomades (environ 35% des services) et d'autres plus sédentaires (65%).

Aujourd'hui, les bureaux de la CCI présentent un taux d'occupation de 32%, compte-tenu des postes vacants et des jours de présence hors site.

Le projet de transformation du siège prévoit de réduire la surface des espaces de collaborateurs avec comme cible les objectifs édictés dans la circulaire de la Première Ministre du 8 février 2023 relative à la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat.

Le projet intégrera un flex office pour mieux correspondre aux pratiques, limiter les espaces vacants et augmenter les espaces dédiés au travail collaboratif.

L'objectif de cette mission est de faire visiter aux collaborateurs volontaires des sites avec un aménagement similaire au projet de la chambre avec, si possible, le témoignage de travailleurs ayant vécu un changement d'aménagement de bureaux vers un aménagement en flex office.

L'assistant à maîtrise d'ouvrage propose un panel d'exemples d'aménagements de type flex office pour présentation aux décideurs et collaborateurs.

Il propose une liste de sites pouvant faire l'objet de visite par un groupe de 10-12 personnes, en Ile-de-France ou Oise proche Ile-de-France, pour un choix de 3 sites par la CCI de Seine-et-Marne.

L'AMO organise la visite auprès des structures retenues et des collaborateurs volontaires de la CCI de Seine-et-Marne.

### Livrables :

- Une présentation au format PPT d'exemples d'aménagement en flex office similaires aux attentes du projet
- Les comptes-rendus des visites au format Word

### **MISSION 3 : Ateliers de travail pour l'accompagnement des propositions d'aménagement intérieur**

Faire adhérer les collaborateurs au projet en les concertant sur la définition des aménagements et sur les nouveaux modes de travail, avec un échantillon représentatif de collaborateurs

L'assistant à maîtrise d'ouvrage accompagne la CCI de Seine-et-Marne dans le choix d'un échantillon représentatif de collaborateurs pour la tenue d'une série d'ateliers de travail autour des aménagements des différents espaces du siège de Serris.

Il propose à la CCI une composition de groupe de travail la plus adaptée (nombre de participants, fréquence, changement de composition ou non selon les ateliers, ...).

Il organise les différentes sessions d'ateliers sur le site du siège de la CCI, sur une base de 6 sessions.

Ces ateliers serviront de base à la rédaction d'une charte d'aménagement qui sera fournie à la maîtrise d'œuvre du projet de transformation.

Les thématiques seront définies entre l'AMO et la CCI de Seine-et-Marne, et peuvent faire l'objet d'une ou plusieurs sessions.

#### Livrables :

- Une proposition d'organisation des ateliers de travail au format PPT ;
- Les supports de présentation des différents ateliers de travail ;
- Les comptes-rendus des ateliers de travail ;
- Une synthèse de l'ensemble des ateliers de travail, sous forme de présentation PPT

### **MISSION 4 : Rédaction d'une charte d'aménagement des espaces**

Disposer d'une charte d'aménagement à destination de la maîtrise d'œuvre du projet et des collaborateurs/élus de la CCI de Seine-et-Marne

L'assistant à maîtrise d'ouvrage, sur la base du programme du projet, des visites de sites réalisées et des ateliers de travail avec les collaborateurs, rédige et propose une charte d'aménagement des locaux permettant à la maîtrise d'œuvre de disposer d'un document complémentaire au programme sur les attentes de la CCI en termes d'aménagement intérieur.

Ce document comprend notamment (liste non exhaustive) :

- Les grands principes d'aménagement ;
- La description de la nature et typologie de chaque espace ;
- Les usages et parcours ;
- Des plans type selon la typologie d'espace ;
- Des bonnes pratiques liées à l'utilisation des espaces.

La charte d'aménagement des locaux servira également de base au projet d'établissement (tranche optionnelle 1).

Livrables :

- La Charte d'aménagement des espaces au format Word ;
- Une synthèse de la charte d'aménagement des espaces, sous forme de présentation PPT

#### **9.4. – TRANCHES OPTIONNELLES**

Le maître d'ouvrage peut solliciter l'assistant à maîtrise d'ouvrage sur les prestations optionnelles ci-dessous.

##### **9.4.1 TRANCHE OPTIONNELLE 1 – ASSISTANCE POUR LA MISE EN PLACE DU PROJET D'ETABLISSEMENT**

###### **MISSION 1 : Mise en place et animation de visites de chantier**

La CCI de Seine-et-Marne peut solliciter l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour réaliser des visites de chantier durant la période de travaux, à l'attention de groupes d'environ 10 personnes.

Ces visites pourront être réalisées à l'attention de collaborateurs, élus ou entreprises utilisatrices sélectionnées par la CCI de Seine-et-Marne.

L'AMO programme les visites en lien avec la CCI et la maîtrise d'œuvre intervenant sur site. Il prépare les invitations et anime les visites avec la maîtrise d'œuvre du projet.

La mission est basée sur 3 sessions de visites de chantier.

###### **MISSION 2 : Ateliers de travail thématiques pour la préparation du projet d'établissement et le choix du mobilier**

Faire adhérer les collaborateurs au projet en les intégrant dans la réflexion sur le projet d'établissement et les opportunités ouvertes par cette transformation du bâti

L'AMO accompagne la CCI de Seine-et-Marne dans le choix d'un échantillon représentatif de collaborateurs pour la tenue d'une série d'ateliers de travail ayant pour objectif de réaliser un projet d'établissement sur le siège de Serris.

Il propose à la CCI une composition de groupe de travail la plus adaptée (nombre de participants, fréquence, changement de composition ou non selon les ateliers, ...).

Il organise les différentes sessions d'ateliers sur le site du siège de la CCI de Seine-et-Marne, sur une base de 10 sessions.

Les ateliers ont pour objectif de réfléchir sur l'évolution des pratiques au sein de la CCI, notamment permises par la transformation du siège.

Ces ateliers serviront de base à la rédaction d'un projet d'établissement, intégrant notamment un guide de bonnes pratiques (cf. mission 3 de la tranche optionnelle 1).

Les thématiques seront définies entre l'AMO et la CCI de Seine-et-Marne, et peuvent faire l'objet d'une ou plusieurs sessions. Les ateliers pourront notamment porter sur les thématiques suivantes :

- Services sur site et expérience collaborateur ;
- Aménagement des postes de travail ;
- Valorisation du mobilier existant et choix du mobilier futur ;
- Règles de vie et utilisation des salles de réunion/formation ;
- Bonnes pratiques en flex office
- Zéro papier ;
- RSE : comment appliquer la démarche RSE de la CCI sur le site (respect de l'environnement, inclusion et diversité, qualité de vie au travail).

Livrables :

- Une proposition d'organisation des ateliers de travail au format PPT ;
- Les supports de présentation des différents ateliers de travail ;
- Les comptes-rendus des ateliers de travail ;
- Une synthèse de l'ensemble des ateliers de travail, sous forme de présentation PPT

**MISSION 3 : Rédaction du projet d'établissement de la CCI Seine-et-Marne**

L'assistant à maîtrise d'ouvrage propose et rédige un projet d'établissement, sur la base des ateliers réalisés en concertation avec les collaborateurs et des échanges avec le pilotage du projet de transformation.

Les différentes rubriques du projet d'établissement sont définies en accord avec la direction de la CCI de Seine-et-Marne.

Le projet d'établissement doit néanmoins obligatoirement comporter :

- Une section relative au guide des bonnes pratiques dans les espaces communs et les espaces propres à la CCI de Seine-et-Marne ;
- Une section relative à l'application de la politique RSE sur le siège.

Livrables :

- Le projet d'établissement du siège de la CCI de Seine-et-Marne au format Word ;
- Une synthèse du projet d'établissement au format PPT

#### **9.4.2 TRANCHE OPTIONNELLE 2 – ACCOMPAGNEMENT POUR L'INSTALLATION DANS LES LOCAUX**

##### **MISSION 1 : Webinaires/réunions de sensibilisation et de formation**

De 4 à 2 mois avant la livraison du site, l'assistant à maîtrise d'ouvrage peut être sollicité afin de réaliser l'animation d'une série de réunions de sensibilisation des collaborateurs, pour les préparer aux changements des pratiques de travail travaillés en concertation dans les phases précédentes.

Ces réunions peuvent se tenir en présentiel ou sous la forme de webinaires.

Le contenu des réunions de sensibilisation est travaillé en lien avec la CCI de Seine-et-Marne afin de s'adapter aux besoins relevés à ce stade du projet.

##### Livrables :

- Un support de présentation des réunions de sensibilisation au format PPT

##### **MISSION 2 : Bilan 6 mois après la réalisation des travaux**

Dans le cadre de la livraison du chantier de transformation du siège de Serris, le maître d'ouvrage peut solliciter un accompagnement de l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour réaliser un bilan du projet 6 mois après la livraison du site.

Cette mission constitue une poursuite du travail réalisé en concertation avec les collaborateurs durant les études de conception et les travaux.

L'AMO doit consulter un échantillon représentatif des collaborateurs ainsi que la direction de la CCI de Seine-et-Marne pour évaluer l'impact du projet sur les pratiques de travail, l'efficacité des nouveaux services proposés aux collaborateurs/usagers et sur les conditions de travail.

##### Livrables :

- Une note au format Word relative au bilan sur les impacts de la transformation du site sur les pratiques et les conditions de travail des collaborateurs ;
- Un support de présentation synthétique (Word ou PPT).

### **9.4.3 TRANCHE OPTIONNELLE 3 – MISE EN PLACE D’UNE COMMUNICATION AUTOUR DU PROJET DE TRANSFORMATION DU SIEGE DE LA CCI SEINE-ET-MARNE**

#### **MISSION 1 : Réalisation et alimentation de supports de communication numérique (intranet, newsletter, FAQ, ...)**

L’assistant à maîtrise d’ouvrage peut être sollicité afin d’accompagner la CCI de Seine-et-Marne sur la communication autour du projet de transformation du siège.

La mission comporte la création des supports de communication numérique, diffusés principalement au travers d’un espace dédié sur l’intranet de la CCI de Seine-et-Marne mais également par l’envoi de newsletters aux collaborateurs et aux utilisateurs de la CCI.

La mission comporte également la mise à jour régulière des contenus de communication.

Les supports attendus par la CCI sont notamment :

- Articles d’information sur le projet et la conduite du changement associée (base : 5 articles sur la durée du marché) ;
- Newsletter sur l’avancement du projet (base : 20 newsletters sur l’ensemble du projet) ;
- F.A.Q « foire aux questions » sur l’intranet (3 mises à jour au cours du projet) ;
- Vidéos « coulisses et actus du chantier » (durée 5 min. maximum par vidéo, base : 3 vidéos)

#### Livrables :

- Une note au format PPT relative à l’organisation de la communication autour du projet à destination de la CCI de Seine-et-Marne avec un calendrier prévisionnel ;
- 5 articles informatifs (1 page A4 + photos) ;
- 20 newsletters (1 page A4 + photos) ;
- F.A.Q. et 3 mises à jour ;
- 3 vidéos de 5 minutes maximum sur les coulisses et actualités du chantier

#### **MISSION 2 : Réalisation de brochures/kit d’aide à destination des collaborateurs**

Le maître d’ouvrage peut solliciter l’AMO pour réaliser des brochures à destination des collaborateurs autour des éléments liés au projet. Les thématiques des brochures sont définies en lien avec la CCI de Seine-et-Marne et pourraient porter sur les sujets suivants :

- Présentation du projet ;
- Kit d’aide à l’installation dans les locaux ;
- Bonnes pratiques dans les nouveaux espaces de travail.

Les brochures respectent la charte graphique de la CCI de Seine-et-Marne, transmise au titulaire.

#### Livrables :

- Brochures en version numérique et sous forme de « bon à tirer » modifiable (format A5 plié).

La mission est prévue sur la base de 2 brochures.

### **MISSION 3 : Mise en place de questionnaires RH et analyse des réponses**

Le maître d'ouvrage peut solliciter l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de questionnaires RH à destination des collaborateurs de la CCI de Seine-et-Marne.

Ces questionnaires peuvent porter sur :

- Les usages et attentes des collaborateurs par rapport à la transformation du siège ;
- Le retour des collaborateurs concernant la qualité de l'information fournie sur le projet et de la concertation réalisée.

L'AMO produit le contenu du questionnaire en lien avec le pilote du projet et le service RH de la CCI, diffuse le questionnaire auprès des utilisateurs et analyse les résultats du questionnaire.

Livrables :

- Les questionnaires en version numérique ;
- Un document d'analyse des réponses au format Word ;
- Une synthèse de l'analyse des réponses sur la base d'une présentation au format PPT

La mission est prévue sur la base de 2 questionnaires.

### **9.5. – PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Les prestations complémentaires sont réalisées à la demande expresse de la CCI de Seine-et-Marne, sur notification d'un bon de commande.

Chaque bon de commande précise l'étendue des besoins et les domaines sur lesquels ils portent.

A titre indicatif, les prestations complémentaires peuvent porter sur les domaines suivants (non exhaustifs) :

- Réunions de présentation supplémentaires ;
- Ateliers supplémentaires ;
- Production de documents permettant d'assurer l'accompagnement de la conduite du changement, ...

### **ARTICLE 10 – VARIANTES**

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, la présentation de variantes est autorisée uniquement pour les missions suivantes :

- ▶ Tranche ferme – Accompagnement pour l'adhésion des collaborateurs au projet / Mission 3 : Ateliers de travail pour l'accompagnement des propositions d'aménagement intérieur
- ▶ Tranche optionnelle 1 – Assistance pour la mise en place du projet d'établissement / Mission 2 : Ateliers de travail thématiques pour la préparation du projet d'établissement et choix du mobilier



► Tranche optionnelle 2 – Accompagnement pour l’installation dans les locaux

En application de l’article R2151-10 du code de la commande publique, les stipulations de l’acte d’engagement et du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) ), à l’exception des développements consacrés aux missions ci-dessus, constituent les exigences minimales et intangibles que toute variante doit respecter.

En cas de variante retenue par la CCI de Seine-et-Marne, l’offre du titulaire précise l’ensemble des avantages financiers et techniques en découlant au regard de la solution de base décrite dans le présent C.C.P.

Dans ce cas, l’offre constituée du mémoire technique détaillé et de toute document ou information complémentaire se substitue aux développements du présent C.C.P en ce qui concerne l’organisation et le contenu des prestations.

## ARTICLE 11 – DELAIS D’EXECUTION

Concernant la tranche ferme, le titulaire s’engage à réaliser les missions dans les délais ci-après, à compter de la date de notification du présent marché :

Désignation de la mission	Délai de réalisation
Cadrage et mode opératoire : note, guide « éléments de langage », présentation synthétique, supports de sensibilisation	3 semaines
Visites de sites en flex office	8 semaines
Atelier de travail sur les aménagements intérieurs : supports de présentation, comptes-rendus des ateliers, synthèse	20 semaines
Charte d’aménagement des espaces	4 semaines après le dernier atelier de travail

Concernant la tranche optionnelle 1, le titulaire s’engage à réaliser les missions dans les délais ci-après, à compter de la date de notification de ladite tranche :

Désignation de la mission	Délai de réalisation
Ateliers de travail thématiques	20 semaines
Projet d’établissement	4 semaines après le dernier atelier thématique
Visites de chantier	Durant la période de travaux

Concernant la tranche optionnelle 2, le titulaire s’engage à réaliser la sensibilisation/formation des collaborateurs dans un délai de 8 semaines à compter de la date de notification de ladite tranche.

La note et le support relatifs au bilan après travaux doivent être livrés dans le 6<sup>ème</sup> mois suivant la livraison du chantier.

Concernant la tranche optionnelle 3, le titulaire s'engage à réaliser les missions dans les délais ci-après, à compter de la date de notification de ladite tranche :

Désignation de la mission	Délai de réalisation
Réalisation et alimentation de supports de communication numériques	Articles/newsletters : 2 semaines F.A.Q. : 2 semaines Vidéos : 3 semaines
Réalisation de brochures/kits d'aide à destination des collaborateurs	4 semaines
Mise en place de questionnaires RH et analyse des réponses	5 semaines

Concernant les prestations complémentaires, chaque bon de commande précise les délais d'exécution des prestations qui en font l'objet.

## ARTICLE 12 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont impératifs et conditionnent l'admission des prestations.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'après l'accord express de la CCI de Seine-et-Marne, notifié au titulaire du présent marché avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation. Aucune demande de prolongation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

S'il est dans l'incapacité de livrer une prestation dans le délai contractuel, le titulaire informe immédiatement par écrit la CCI de Seine-et-Marne et expose les motifs faisant obstacle à la réalisation de la prestation dans le délai contractuel défini.

Le titulaire signale, sans délai, les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule dans le même temps une demande de prolongation du délai d'exécution précisant la durée de la prolongation demandée.

Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai initialement prévu.

## ARTICLE 13 – LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées sur les sites présentés, au siège du maître d'ouvrage, sis 1 avenue Johannes Gutenberg – Serris – 77776 Marne-la-Vallée, ou dans les locaux du titulaire du présent marché.

## ARTICLE 14 – IDENTIFICATION DU PERSONNEL INTERVENANT DANS LA CONDUITE DES PRESTATIONS

La bonne exécution des missions décrites ci-dessus dépend essentiellement des compétences des personnes physiques désignées pour assurer et conduire l'ensemble des prestations objet

du présent marché. Aussi, les personnes dédiées à l'exécution du présent marché sont nommément désignées dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et sauf cas de force majeure dûment justifié, à maintenir chaque personne désignée dans son rôle et sa fonction pendant toute la durée du présent marché, sauf si la CCI de Seine-et-Marne donne son accord au remplacement d'une personne.

Aussi, le titulaire a désigné un responsable interlocuteur unique de la CCI de Seine-et-Marne pour toutes questions concernant l'exécution du présent marché. En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente de ce responsable, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin de désigner un remplaçant de qualification équivalente et communique les qualifications et coordonnées professionnelles de celui-ci, au plus tard dans un délai d'une semaine suivant l'indisponibilité.

Le titulaire est responsable du maintien de l'effectif et du niveau de qualification du personnel affecté à l'exécution des prestations. Il garantit la continuité des prestations en cas d'absence, de maladie ou de congés du personnel affecté à l'exécution des prestations.

En application de l'article 3.4.3 du CCAG/PI, lorsqu'une personne nommément désignée n'est plus en mesure d'accomplir tout ou partie des prestations, le titulaire doit :

- en informer sans délai la CCI de Seine-et-Marne et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et communiquer le nom et le curriculum vitae dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée ci-dessus.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté si la CCI de Seine-et-Marne ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Dans le cas contraire, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition d'un remplaçant ou en cas de récusation des remplaçants, le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI.

Aussi, en cas de mauvaise exécution liée à tout ou partie de l'équipe mise en place, la CCI de Seine-et-Marne se réserve la possibilité de demander le remplacement de tout personnel intervenant dans l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 15 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

La constatation de l'exécution des prestations est réalisée conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/PI.

Toutefois, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, la CCI de Seine-et-Marne dispose d'un délai de 15 jours pour procéder aux opérations de vérifications et notifier sa décision au titulaire du présent marché.

Ce délai commence à courir à compter de la remise des livrables de chaque tranche.

## **ARTICLE 16 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

En application de l'article 22 du CCAG/PI, la CCI Seine-et-Marne se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque mission comprise dans la tranche ferme ou dans chacune des tranches optionnelles, telles que définies dans le présent C.C.P.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du présent marché.

## **ARTICLE 17 – UTILISATION DES RESULTATS**

En application de l'article 35.1 du CCAG/PI, le titulaire du présent marché accorde à la CCI de Seine-et-Marne les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations.

Les documents doivent être transmis en version dématérialisée et modifiable.

De plus, en application de l'article 35.2.3 du CCGA/PI, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à la CCI de Seine-et-Marne.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de la CCI de Seine-et-Marne.

## **ARTICLE 18 – PRIX**

Les prix du présent marché tels que fixés dans l'acte d'engagement et ses annexes sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois d'août 2024 (« mois zéro » ou « m0 »).

Conformément aux modalités de facturation prévues à l'article 19, la révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C + 0,125 + 0,875 \text{ lm/lo}$$

Dans laquelle lm et lo sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois m0 et au mois m (mois de révision).

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais afférents et dépenses nécessaires (consommables, fournitures et matériels) ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Au surplus, les frais de déplacement sont compris dans les prix fixés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Les prix sont exprimés en euro hors taxes auxquels s'applique le taux de TVA en vigueur au moment de la prestation.

### **18.1. – PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives à l'accompagnement de la conduite du changement dans le cadre du projet de transformation du siège de la CCI de Seine-et-Marne, situé à Serris, sont conclues au prix global et forfaitaire en application de l'annexe 2 à l'acte d'engagement – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).

### **18.2. – PARTIE A PRIX UNITAIRES**

Les prestations d'études complémentaires font l'objet de bons de commande émis en fonction des besoins et sont rémunérées par application des prix unitaires résultant de l'annexe 3 à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

Aucune quantité minimale ne peut être exigée pour chaque bon de commande.

L'émission des bons de commande peut uniquement intervenir pendant la durée de validité du présent marché.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 6 mois le terme du présent marché.

Chaque bon de commande donne lieu à l'émission d'une facture distincte de la part du titulaire.

#### **18.2.1 PERSONNES HABILITEES A EMETTRE DES BONS DE COMMANDE**

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- Le Président de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Le Directeur général de la CCI de Seine-et-Marne ou ses délégataires.

#### **18.2.2 CONTENU ET TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Chaque bon de commande comporte les renseignements et informations suivantes :

- Les références du présent marché ;
- L'adresse du ou des sites concernés par les prestations ;
- L'objet du bon de commande et la description des prestations attendues ;
- Le délai d'exécution ;
- Les conditions particulières d'exécution, le cas échéant ;
- Le prix unitaire HT ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de TVA ;
- Le montant total TTC

Les bons de commande sont transmis, soit par courrier électronique avec accusé de réception, soit directement au représentant du titulaire contre récépissé.

#### **18.2.3 DELAI D'OBSERVATION DU TITULAIRE**

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/PI, le titulaire notifie ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## **ARTICLE 19 – AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées à l'article R2191-3 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte d'engagement.

Lorsqu'une partie des prestations est sous-traitée, le montant initial du marché ou de la tranche est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

### **19.1. – MONTANT**

Si le montant de la tranche est supérieur à 50 000 euros hors taxes, le montant de l'avance est calculé comme suit en application de l'article R2191-7 du code de la commande publique : lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la tranche divisé par sa durée exprimée en mois (36 mois).

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

### **19.2. – MODALITES DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT DE L'AVANCE**

Le versement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché ou de la tranche considérée.

En application de l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel définitif ou de solde, dès lors que le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises de la tranche considérée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises de la tranche.

### **19.3. – AVANCE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE**

Une avance est accordée au sous-traitant admis au paiement direct, dans les conditions fixées à l'article 11.1 du CCAG/PI OPTION B (article B.11.).

Le montant de l'avance due au sous-traitant admis au paiement direct est fixé à 5% du montant TTC des prestations sous-traitées lorsque celles-ci remplissent les conditions fixées à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du présent marché, la partie de l'avance correspondant au montant des prestations soustraitées est décomptée de la (des) demande(s) de paiement présentée(s) par le titulaire.

## **ARTICLE 20 – REGLEMENT**

### **20.1. – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Chaque facture doit correspondre aux prestations réellement exécutées à la date d'établissement de celle-ci.

Le règlement est subordonné à la constatation du service fait et à la production d'une facture en un original comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références du présent marché ;
- Le numéro du bon de commande correspondant, le cas échéant ;
- La date de la facture ;
- La description détaillée des prestations réalisées ;
- Le montant HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le n° SIRET ou RCS du titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires.

Les prestations réalisées et décrites sont suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des honoraires et des quantités facturés.

Le titulaire produit une facture selon l'échéancier défini ci-dessous.

- Selon l'avancement pour les missions liées à l'animation d'ateliers ;
- 60% selon l'avancement jusqu'à la remise des livrables et 40% à la validation des livrables par la CCI de Seine-et-Marne.

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

## **20.2. – FACTURATION ELECTRONIQUE**

Chaque facture est transmise par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les références Chorus Pro au titre du présent marché sont les suivantes :

- Identifiant : N° SIRET 18770918300235 ;
- Numéro de marché pour la partie forfaitaire et numéro d'engagement pour la partie à bons de commande.

## **20.3. – VERIFICATIONS ET PAIEMENT**

### **20.3.1 ACCEPTATION DU MONTANT**

La CCI de Seine-et-Marne vérifie le montant indiqué sur la facture.

Les sommes sont éventuellement réduites compte tenu des montants dus par le titulaire au titre de réfections ou de pénalités en application du CCAG/PI ou du présent C.C.P.

Le montant de la somme à régler est arrêté par la CCI de Seine-et-Marne et notifié au titulaire, si la demande de paiement a été modifiée ou complétée comme indiqué précédemment. Passé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé avoir accepté le montant modifié.

### **20.3.2 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE DESACCORD**

En cas de désaccord entre le titulaire et la CCI de Seine-et-Marne, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la CCI de Seine-et-Marne en application de l'article 11.7.3 du CCAG/PI.

### **20.4. – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

En application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par la CCI de Seine-et-Marne. En cas de litige, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue dans les 30 jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

## **ARTICLE 21 – ASSURANCE – RESPONSABILITE**

Le titulaire du présent marché a la charge entière de la stricte application des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles en vigueur..., notamment en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations pendant toute la durée d'exécution du marché, sur simple demande de la CCI de Seine-et-Marne.

Le titulaire est tenu de veiller, dans le cadre de ses prestations, à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de la CCI et pour les tiers. Il garantit la CCI de Seine-et-Marne de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Aussi, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI de Seine-et-Marne et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations (responsabilité civile professionnelle).

Par dérogation à l'article 9 du CCAG/PI, le titulaire transmet, avant la notification du marché, une attestation d'assurance justifiant les garanties souscrites au titre de sa responsabilité civile professionnelle en cas d'accident et de tout dommage causé à l'occasion de l'exécution du marché.



Le titulaire est tenu d'informer la CCI de Seine-et-Marne, sans délai et par écrit, de toute modification relative aux garanties couvertes à ce titre.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Dans le cas où, après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire cette demande, la CCI de Seine-et-Marne se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

## **ARTICLE 22 – PENALITES**

### **22.1. – PENALITES POUR RETARD**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, et sauf retard imputable à la CCI de Seine-et-Marne ou consécutif d'un cas de force majeure dûment justifié, lorsqu'il est envisagé d'appliquer des pénalités de retard, le titulaire du présent marché est invité à présenter ses observations par écrit dans un délai 10 jours.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si la CCI de Seine-et-Marne considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes de la tranche concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € pour l'ensemble du marché.

### **22.2. – PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE**

Il est fait application des dispositions de l'article 14.2 du CCAG/PI.

Les pénalités sont applicables dès la première constatation.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## **ARTICLE 23 – FORCE MAJEURE**

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil : événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime.

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire notifie son impossibilité d'exercer la mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance du marché.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité. Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

## **ARTICLE 24 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

En application de l'article 27 du CCAG/PI, la CCI de Seine-et-Marne peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire

- Soit, lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers est notifiée par la CCI de Seine-et-Marne.  
Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai de 2 mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- Soit, en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il est cependant tenu de fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent marché résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est mis à sa charge.

## **ARTICLE 25 – RESILIATION**

Le présent marché peut être résilié dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG/PI (articles 36 et suivants).

La résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire en cas de non-transmission des documents et attestations dont la production est demandée à l'article 7 du présent C.C.P, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours ouvrés.

En outre, s'il ne s'acquitte pas de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans les conditions exposées ci-dessous.

Informée par les services compétents du non-respect par le titulaire des obligations mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail (dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), la CCI de Seine-et-Marne le met en demeure de se mettre en conformité avec les dispositions précitées.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour apporter la preuve de la régularisation de sa situation.

A défaut, la CCI de Seine-et-Marne en informe les services compétents et peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, éventuellement à ses frais et risques.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées à l'encontre du titulaire.

## **ARTICLE 26 – CLAUSE DE REEXAMEN**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, les dispositions du présent marché peuvent être modifiées sous la forme de clauses de réexamen, dans les hypothèses mentionnées ci-dessous.

1) En cas de décision indépendante du présent marché, prise par la CCI de Seine-et-Marne, mais ayant un impact sur les conditions d'exécution du marché – ex. : cessation d'activité d'un des sites, cession, acquisition d'un bâtiment ;

2) En cas d'introduction de nouvelles prestations, en substitution ou en complément des prestations initiales ; d'évolution d'une ou de plusieurs prestations dans le cadre du respect des spécifications du C.C.T.P ;

3) En cas de modification des conditions financières du marché dans les hypothèses suivantes :

- Modification(s) de l'environnement économique portant durablement atteinte à l'équilibre financier du marché ;
- Evénements extérieurs aux parties, perturbant durablement ou sensiblement l'organisation des prestations ;
- Evolution(s) législatives, réglementaires ou de tout autre texte externe s'imposant aux parties et entraînant des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et non mesurables lors de la signature du marché.

Dans ces hypothèses, les conditions du présent marché peuvent être modifiées après réexamen par les parties, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de l'exécution du marché.

Toute modification à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

**En tout état de cause, la clause de réexamen ne peut avoir pour objet de palier une mauvaise appréciation ou tout autre défaut de la part du titulaire concernant les prestations à exécuter.**

## **ARTICLE 27 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Les parties s'engagent à exercer leurs activités en stricte conformité avec l'ensemble des dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales, en vigueur, en matière de lutte contre la corruption et de trafic d'influence sous toutes ses formes.

Notamment, les parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et, d'une manière générale, toutes les dispositions légales et réglementaires équivalentes ou poursuivant les mêmes objectifs, en vigueur en France.

Conformément aux dispositions de la loi précitée, la CCI de Seine-et-Marne a mis en œuvre un dispositif adapté à son organisation interne destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein. Elle s'est dotée d'un code de conduite anti-corruption accessible sur son site internet.

Le titulaire du présent marché déclare avoir pris connaissance des dispositions du code de conduite anti-corruption de la CCI de Seine-et-Marne et s'engage à le respecter.

De ce fait, les parties déclarent sur l'honneur :

- Qu'elles s'engagent à respecter les lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption ;
- Qu'elles n'aient pas fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'à leur meilleure connaissance, aucun dirigeant ni cadre n'a fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'elles n'ont accordé ni n'accorderont, directement ou indirectement, aucun don, cadeau, paiement, rémunération ou avantage quelconque à quiconque en vue ou en contrepartie de la conclusion d'un contrat ou d'une commande ;
- Qu'elles fournissent toute assistance nécessaire pour répondre à une demande relative à la lutte contre la corruption, adressée à l'autre partie, par une autorité dûment habilitée.

## **ARTICLE 28 – DIFFERENDS**

Les différends sont réglés selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS.

Le droit français est seul applicable.

Les correspondances et autres documents relatifs au présent marché sont rédigés en français.

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet des présentes.

Tout différend fait l'objet de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué dans un délai de 2 mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La CCI de Seine-et-Marne dispose d'un délai 2 mois à compter de la réception du mémoire pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout différend qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente.

Instance compétente chargé des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Melun

43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

<http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

## **ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

L'article 15 « Constatation de l'exécution des prestations » du présent C.C.P déroge aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/PI.

L'article 21 « Assurance – responsabilité » du présent C.C.P déroge aux dispositions de l'article 9 du CCAG/PI.

L'article 22.1 « Pénalités pour retard » du présent C.C.P déroge aux dispositions des articles 14 et 14.1.3 du CCAG/PI.

## **ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « Règlement européen sur la protection des données » et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 32 du Règlement européen sur la protection des données et à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La CCI de Seine-et-Marne se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un auditeur mandaté, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, la CCI de Seine-et-Marne se réserve notamment la possibilité de demander au titulaire, à tout moment, la communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité conclus avec ses sous-traitants.

Le non-respect des obligations décrites ci-après peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement de la loi du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

L'ensemble des obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

### **1. Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du présent marché.

### **2. Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- Présenter les garanties suffisantes au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ;
- Traiter les données à caractère personnel uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Recueillir l'accord des intéressés pour toute collecte de données à caractère personnel lorsque cet accord est requis par la réglementation ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter leur confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre, y compris en ce qui concerne les transferts de données vers un pays tiers, à moins qu'il soit tenu d'y procéder en vertu du droit français ou du droit de l'Union européenne. Dans ce cas, le titulaire doit informer la CCI de Seine-et-Marne avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la CCI de Seine-et-Marne ou les personnes pour le compte desquelles celle-ci procède à l'achat ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement européen ou du droit de l'Union ou des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement la CCI de Seine-et-Marne.

Le titulaire communique à la CCI de Seine-et-Marne la liste et les caractéristiques des traitements (dont les données utilisées) qu'il met en œuvre, pour les besoins du présent accord-cadre, en qualité de responsable du traitement au sens du Règlement général sur la protection des données susmentionné. Il s'interdit toute utilisation et toute cession, à titre gratuit ou à titre onéreux à des fins commerciales, des données utilisées dans ce cadre.

### **3. Obligations de la CCI de Seine-et-Marne**

La CCI de Seine-et-Marne s'engage à :

- Ne transmettre au titulaire que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- Formuler par écrit ses instructions s'agissant d'un traitement de données à caractère personnel ;
- Garantir le respect des droits relatifs à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées et, notamment, le droit d'être tenu informé de la communication de leurs données au titulaire ;
- Veiller, pendant toute la durée des traitements de données à caractère personnel sur lesquels le titulaire pourrait être conduit à intervenir, au respect des obligations prévues par le RGPD.

### **4. Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- L'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Toutes mesures techniques et organisationnelles pour assurer la confidentialité et la sécurité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé pour l'exécution du présent marché.

En outre, le titulaire appuie la CCI de Seine-et-Marne pour la réalisation, s'il y a lieu, d'analyses d'impact relatives à la protection des données ainsi que la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## **5. Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CCI de Seine-et-Marne de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'un prestataire. Cette information indique clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

La CCI de Seine-et-Marne dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si la CCI de Seine-et-Marne n'a pas émis d'objection pendant le délai précité.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre, pour le compte et selon les instructions de la CCI de Seine-et-Marne.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant la CCI de Seine-et-Marne de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

## **6. Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées**

Il appartient à la CCI de Seine-et-Marne de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires permettant à la CCI de Seine-et-Marne de s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées formulent auprès du titulaire une demande d'exercice de leurs droits, le titulaire adresse ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : [acheteurs@cci-paris-idf.fr](mailto:acheteurs@cci-paris-idf.fr)

## **7. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à la CCI de Seine-et-Marne toute violation de données à caractère personnel, par courrier électronique dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile permettant à la CCI de Seine-et-Marne, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de la CCI de Seine-et-Marne, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (CNIL), au nom et pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne, les violations de données à caractère personnel, au plus tard 72 heures après en avoir pris connaissance, sauf si la violation



en question n'est pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans la mesure où il ne serait pas possible de fournir toutes ces informations concomitamment, celles-ci peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la CCI de Seine-et-Marne, le titulaire communique dans les meilleurs délais, au nom et pour le compte de celle-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

## **8. Sort des données à caractère personnel**

Au terme de la prestation faisant l'objet du traitement des données personnelles, le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des produits réalisés, documents et fichiers informatiques et à les transmettre à la CCI de Seine-et-Marne ou, selon les instructions de celle-ci, à produire l'attestation de destruction de ces données, dûment signée par la personne habilitée.

## **9. Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à la CCI de Seine-et-Marne le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au Règlement européen sur la protection des données.

## **10. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitement effectués pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- La description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

## **11. Documentation**

Le titulaire met à la disposition de la CCI de Seine-et-Marne la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections par la CCI de Seine-et-Marne ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.